



# Assemblée générale

Distr. générale  
7 mai 2015  
Français  
Original: anglais

## Conseil des droits de l'homme

### Vingt-neuvième session

Points 2 et 3 de l'ordre du jour

### Rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme et rapports du Haut-Commissariat et du Secrétaire général

**Promotion et protection de tous les droits de l'homme, civils, politiques, économiques, sociaux et culturels, y compris le droit au développement**

## **Rapport intérimaire du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme sur les possibilités juridiques et les mesures pratiques susceptibles d'améliorer l'accès à des voies de recours pour les victimes de violations des droits de l'homme liées aux entreprises**

### *Résumé*

Le présent rapport est soumis en application du paragraphe 7 de la résolution 26/22 du Conseil des droits de l'homme, dans lequel le Conseil a demandé au Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme de poursuivre les travaux visant à faciliter les échanges et les analyses concernant toutes les possibilités juridiques et les mesures pratiques susceptibles d'améliorer l'accès à des voies de recours pour les victimes de violations des droits de l'homme liées aux entreprises. Il contient des informations sur le projet responsabilité et recours du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, relatif à la responsabilité des entreprises et l'accès à des recours judiciaires lorsque des entreprises sont impliquées dans des violations graves des droits de l'homme. Il décrit les grands axes du projet, les deux processus de recherche complémentaires qu'il met en œuvre pour recueillir des données et des contributions et les progrès réalisés à ce jour, et expose les conclusions initiales en indiquant les principaux domaines dans lesquels il faut poursuivre les travaux à la lumière des recherches et études préliminaires menées dans le cadre des six modules du projet.



## Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction .....	1–12	3
A. Contexte et mandat .....	1–5	3
B. Objectifs et portée .....	6–12	4
II. Projet responsabilité et recours .....	13–22	6
A. Aperçu des modules du projet .....	13	6
B. Processus de consultation mondiale en ligne et de comparaison détaillée .....	14–20	7
C. Consultations futures et prochaines étapes .....	21–22	8
III. Recherches préliminaires: principaux résultats et problèmes .....	23–46	9
A. Préparatifs concernant le module 2: les rôles et responsabilités des États intéressés .....	23–32	9
B. Examen des interventions des États concernant l'exercice d'une compétence extraterritoriale par les tribunaux des États-Unis dans des affaires où la loi sur la responsabilité civile en cas de dommage causé à un étranger était invoquée .....	33–37	11
C. Étude des principales dispositions de certains instruments de l'Organisation internationale du Travail et de la pratique y relative des États .....	38–40	14
D. Travaux préparatoires relatifs au module 3: l'élimination des obstacles financiers à l'exercice de recours judiciaires .....	41–46	15
IV. Conclusions .....	47–53	16

## I. Introduction

### A. Contexte et mandat

1. Assurer aux victimes de violations des droits de l'homme liées aux entreprises l'accès à des voies de recours efficaces est l'un des trois piliers des Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme (A/HRC/17/31, annexe) adoptés par le Conseil des droits de l'homme en juin 2011. Le droit à un recours des victimes de violations des droits de l'homme est au cœur du système international de protection de ces droits. Selon les Principes directeurs, assurer l'accès à des voies de recours efficaces fait partie de l'obligation de tous les États d'empêcher que des violations des droits de l'homme soient commises par des tiers, y compris des entreprises, sur leur territoire ou sous leur juridiction. Aux termes du Principe directeur 26, les États devraient prendre des mesures appropriées pour assurer l'efficacité des mécanismes judiciaires internes lorsqu'ils font face à des atteintes aux droits de l'homme commises par des entreprises, y compris en examinant les moyens de réduire les obstacles juridiques, pratiques et autres qui pourraient conduire à un refus de l'accès aux voies de recours.

2. Les obstacles à l'exercice de recours par les victimes de violations des droits de l'homme commises par des entreprises sont exposés dans le commentaire du Principe directeur 26. Des recherches approfondies menées par des organisations de la société civile et d'autres sur l'accessibilité et l'utilité des mécanismes judiciaires pour obtenir réparation en cas de violations des droits de l'homme commises par des entreprises ont confirmé que les victimes de ces violations ont souvent du mal à accéder à des voies de recours efficaces. Des problèmes particuliers ont été relevés en cas de violations graves des droits de l'homme et de crimes internationaux lorsque l'effet combiné de facteurs tels que l'absence de mécanismes judiciaires internes fonctionnels, le manque de clarté quant aux normes juridiques applicables et la peur des représailles contre les victimes et les témoins empêchent souvent les victimes d'obtenir une quelconque réparation.

3. En 2013, dans le cadre de son mandat de protection et de promotion des droits de l'homme au niveau mondial et de ses travaux en cours de promotion de l'application des Principes directeurs, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) a commandé une première étude sur l'efficacité des mécanismes judiciaires internes dans les cas de violations graves des droits de l'homme impliquant des entreprises<sup>1</sup>. Sur la base de données émanant de 11 pays et concernant environ 40 affaires judiciaires,

<sup>1</sup> Jennifer Zerk, «Corporate liability for gross human rights abuses: towards a fairer and more effective system of domestic law remedies» (Responsabilité des entreprises en cas de violations graves des droits de l'homme: vers un système plus juste et plus efficace de mécanismes nationaux de recours), étude établie à l'intention du HCDH en février 2014

([www.ohchr.org/EN/Issues/Business/Pages/OHCHRstudyondomesticlawremedies.aspx](http://www.ohchr.org/EN/Issues/Business/Pages/OHCHRstudyondomesticlawremedies.aspx)).

L'auteur note que, dans son *Guide interprétatif sur la responsabilité des entreprises de respecter les droits de l'homme*, le HCDH indique qu'il n'y a pas de définition uniforme des atteintes caractérisées aux droits de l'homme en droit international, et elle n'essaie pas d'établir sa propre définition. Toutefois, également selon le *Guide interprétatif*, on considère généralement que les pratiques suivantes font partie de ces atteintes: génocide, esclavage et pratiques analogues, exécutions sommaires ou arbitraires, torture, disparitions forcées, détention arbitraire et prolongée et discrimination systématique. D'autres types de violations des droits de l'homme, y compris de droits économiques, sociaux et culturels, peuvent aussi constituer des violations caractérisées si elles sont graves et systématiques, par exemple si elles sont commises sur une grande échelle ou visent des groupes de population particuliers. Le *Guide interprétatif* est disponible à l'adresse: [www.ohchr.org/Documents/Publications/HR.PUB.12.2\\_En.pdf](http://www.ohchr.org/Documents/Publications/HR.PUB.12.2_En.pdf).

l'étude a conclu que pour ces types d'affaires le système actuel de recours judiciaires était «fragmentaire, peu fiable, souvent inefficace et fragile»<sup>2</sup>. Elle indiquait les domaines dans lesquels une clarification des politiques et des principes pourrait contribuer à améliorer l'accès des victimes à des recours, et demandait également que davantage d'attention soit accordée aux raisons pour lesquelles si peu d'entreprises font l'objet de poursuites pour atteintes caractérisées aux droits de l'homme devant les tribunaux nationaux. Après la publication de l'étude, en février 2014, le HCDH a invité toutes les parties prenantes à en commenter les principales conclusions<sup>3</sup>. Ce processus a eu lieu durant le premier semestre de 2014. Sur la base des conclusions de l'étude et des commentaires des parties prenantes, le HCDH a établi des plans pour la poursuite des travaux qui ont été examinés par un groupe d'experts en septembre 2014. Ce groupe d'experts était composé de représentants des États, d'organismes des Nations Unies, d'organisations patronales, d'organisations syndicales, de cabinets d'avocats, d'établissements universitaires et d'associations de la société civile.

4. Reconnaissant la nécessité pour la communauté internationale d'accorder davantage d'attention à la question de l'accès à des voies de recours et de donner des indications supplémentaires sur la mise en œuvre du pilier des Principes directeurs y relatif, le Conseil des droits de l'homme a, au paragraphe 7 de sa résolution 26/22, prié la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme de poursuivre les travaux visant à faciliter les échanges et les analyses concernant toutes les possibilités juridiques et les mesures pratiques susceptibles d'améliorer l'accès à des voies de recours pour les victimes de violations des droits de l'homme liées aux entreprises, en collaboration avec le Groupe de travail sur la question des droits de l'homme et des sociétés transnationales et autres entreprises, d'organiser des consultations avec des experts, des États et d'autres parties prenantes compétentes pour faciliter la compréhension mutuelle et un consensus plus large entre acteurs ayant des vues différentes. Le Conseil a aussi prié la Haut-Commissaire de publier un rapport intérimaire sur la question avant sa vingt-neuvième session et de lui présenter un rapport final pour examen à sa trente-deuxième session.

5. En novembre 2014, compte tenu des questions recensées dans l'étude initiale et les communications et lors des réunions d'experts qui ont suivi, et en exécution du mandat du Conseil des droits de l'homme, le HCDH a lancé le projet «responsabilité et recours», qui vise à rendre les mécanismes judiciaires internes plus justes et plus efficaces pour les victimes de violations des droits de l'homme liées aux entreprises, en particulier de violations graves. Conformément à la résolution 26/22 du Conseil, le HCDH présentera un rapport sur les résultats et conclusions du projet à la trente-deuxième session du Conseil. Le présent rapport donne un aperçu du projet, de sa portée et de sa méthodologie, des progrès réalisés à ce jour et des principales conclusions pouvant être tirées des diverses activités de recherche préparatoires.

## B. Objectifs et portée

6. L'objectif général du projet responsabilité et recours est d'élaborer à l'intention des États des recommandations et directives sur la manière d'instituer un système de recours judiciaires internes plus juste et plus efficace au bénéfice des victimes de violations des droits de l'homme liées aux entreprises, en particulier de violations graves.

7. Pour le HCDH, «un système de recours judiciaires internes plus juste et plus efficace» est un système dans lequel toutes les victimes, sans discrimination aucune, ont accès à des recours effectifs, dans lequel nul n'est privé de l'accès à la justice en raison du

<sup>2</sup> Jennifer Zerk, «Corporate liability for gross human rights abuses», p. 7.

<sup>3</sup> Un résumé des réponses reçues est disponible à l'adresse:

[www.ohchr.org/Documents/Issues/Business/DomesticLawRemedies/RemedyProject1.pdf](http://www.ohchr.org/Documents/Issues/Business/DomesticLawRemedies/RemedyProject1.pdf).

lieu où il se trouve, dans lequel les victimes peuvent demander justice quelles que soient leurs ressources financières, qui est fondé sur des principes clairs quant au comportement des entreprises et dans lequel des voies d'exécution et des sanctions assurent la mise en œuvre du principe de responsabilité et contribuent à prévenir les violations.

8. À cette fin, le projet a deux objectifs principaux:

a) Clarifier les principes et critères relatifs à la responsabilité juridique des entreprises en droit interne;

b) Élaborer à l'intention des États des recommandations et directives crédibles et réalistes en ce qui concerne chacun des six modules du projet (voir sect. II.A) pour contribuer à une application plus vigoureuse et cohérente des Principes directeurs, en particulier en ce qui concerne l'implication d'entreprises dans des violations graves des droits de l'homme.

9. La décision d'axer le projet essentiellement sur les violations graves a été prise pour des raisons stratégiques, méthodologiques et de fond. Premièrement, cette priorité est justifiée par la gravité des effets des violations en question pour les victimes. Deuxièmement, comme indiqué ci-dessus, l'implication d'entreprises dans des violations graves des droits de l'homme pose une série de problèmes particuliers en ce qui concerne l'accès à des voies de recours. Troisièmement, en raison des mesures déjà prises par de nombreux États pour réprimer les crimes internationaux au plan interne, axer le projet sur les violations des droits de l'homme les plus graves constitue probablement le point de départ le plus utile et le plus révélateur pour une analyse comparative approfondie. Ceci n'implique toutefois nullement que les violations graves des droits de l'homme liées aux entreprises doivent seules faire l'objet d'une action réglementaire des États. Au contraire, conscient que les Principes directeurs portent sur l'ensemble des effets des activités des entreprises sur les droits de l'homme et qu'il n'est souvent ni possible ni souhaitable d'instaurer des régimes spéciaux pour telle ou telle catégorie de violations des droits de l'homme, le HCDH entend examiner les résultats du projet responsabilité et recours pour en tirer des enseignements intéressant l'accès à des voies de recours dans tous les cas, pas seulement les plus graves.

10. Le projet responsabilité et recours sera axé sur les mécanismes judiciaires permettant d'obtenir réparation. Ceci n'ôte rien de leur importance aux mécanismes non judiciaires qui, comme l'indique le Principe directeur 27, font partie d'un système complet de réparation des violations des droits de l'homme commises par les entreprises. Toutefois, le projet étant axé sur les violations les plus graves, qui par leur nature même renvoient à l'éventualité d'un comportement délictueux, il convient d'axer les travaux sur les mécanismes internes d'application du droit pénal. Des données sur l'utilisation des mécanismes non judiciaires seront réunies (voir sect. II.B), car le HCDH n'ignore pas que ces mécanismes peuvent contribuer à réduire le coût du règlement des litiges et la création au profit des victimes de davantage de possibilités d'accès à des recours efficaces, mais pour que les États puissent effectivement engager la responsabilité des entreprises et assurer l'accès à des voies de recours dans les cas les plus graves, ces mécanismes non judiciaires doivent s'appuyer sur des mécanismes judiciaires efficaces.

11. Enfin, bien que le projet porte sur l'accès à des voies de recours, il faut qu'aussi bien les États que les entreprises fassent davantage d'efforts concertés pour améliorer les pratiques et politiques de prévention des violations des droits de l'homme. Si l'élaboration de telles pratiques et politiques dépasse le cadre du projet, la méthodologie de celui-ci tient compte de la relation pouvant exister entre les efforts de prévention faits par une entreprise, les risques juridiques qu'elle court et sa culpabilité. Dans le cadre du projet, des données seront recueillies auprès de nombreux pays sur des questions telles que l'effet que l'exercice de la diligence voulue en matière de droits de l'homme peut avoir sur la

responsabilité juridique et la sanction, afin de mieux étudier les liens qui existent entre la prévention et la responsabilité juridique. De cette manière, les recommandations pratiques découlant du projet répondront autant que faire se peut aux impératifs de la prévention comme à ceux de la réparation.

12. Le mandat du projet responsabilité et recours est distinct de celui du groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée sur les sociétés transnationales et autres entreprises et les droits de l'homme créé par le Conseil des droits de l'homme dans sa résolution 26/9 et chargé d'élaborer un instrument international juridiquement contraignant, mais il peut compléter celui-ci. Le projet n'est pas lié à la négociation de cet instrument, mais si le groupe de travail intergouvernemental en décide ainsi, il pourra tenir compte des résultats de celui-ci aux fins de ses travaux.

## II. Projet responsabilité et recours

### A. Aperçu des modules du projet

13. Le projet responsabilité et recours comprend six modules distincts mais liés entre eux. Chacun de ces modules a été choisi compte tenu des questions dont les recherches et consultations ont montré qu'elles devaient être clarifiées du point de vue des politiques et des principes. Ces modules ont aussi été sélectionnés pour leur valeur stratégique et leur capacité d'aboutir à des résultats susceptibles d'avoir des conséquences pratiques à court ou moyen terme pour les parties prenantes. Si chaque module est distinct et a sa propre méthodologie, il est lié à tous les autres. Dans tous les cas, la méthodologie repose sur des contributions et consultations multipartites et de groupes d'experts. Les six modules du projet sont les suivants:

a) Module 1: la responsabilité des sociétés en droit interne. Ce module vise à expliquer comment les différents systèmes juridiques internes engagent la responsabilité juridique des sociétés en cas de violations graves des droits de l'homme et évaluent cette responsabilité. Les bonnes pratiques seront recensées pour aider les États à décider des facteurs à prendre en considération pour évaluer la responsabilité des sociétés accusées d'être impliquées dans des violations graves des droits de l'homme. Des informations seront réunies en premier lieu dans le cadre des processus de consultation mondiale en ligne et de comparaison détaillée décrits ci-après (voir sect. II.B);

b) Module 2: les rôles et responsabilités des États intéressés. Seront étudiées dans le cadre de ce module les pratiques et positions des États en ce qui concerne l'exercice de la compétence extraterritoriale et les mesures internes ayant des effets extraterritoriaux. Les bonnes pratiques propres à d'aider les États à gérer les affaires internationales seront recensées et les options en matière de coopération internationale et bilatérale passées en revue. Les analyses seront essentiellement menées dans le cadre de rencontres avec des représentants des États, qui seront complétées par des consultations et discussions multipartites. Des études préparatoires de la pratique des États ont été menées en ce qui concerne le droit du travail et les pratiques et positions actuelles des États quant à l'exercice de la compétence extraterritoriale, telles qu'attestées par les mémoires déposés par des États en tant qu'*amicus curiae* devant les tribunaux des États-Unis d'Amérique dans des affaires de responsabilité civile pour des dommages causés à des étrangers. Les conclusions de ces études préparatoires seront prises en compte dans le cadre des travaux et discussions futurs (voir sect. III.B-C);

c) Module 3: l'élimination des obstacles financiers à l'exercice de recours judiciaires. Il s'agira dans le cadre de ce module d'étudier les stratégies et pratiques susceptibles d'aider les victimes qui, à défaut, seraient empêchées d'exercer des recours

judiciaires pour des raisons financières, et d'élaborer à l'intention des États des directives sur des «mesures minimum» et «bonnes pratiques». Des informations seront réunies en premier lieu dans le cadre des processus de consultation mondiale en ligne et de comparaison détaillée décrits ci-après (voir sect. II.B). Pour compléter ces processus, le HCDH a également tenu compte des recherches comparatives menées récemment sur le coût des recours judiciaires de droit privé (voir sect. III);

d) Module 4: les sanctions pénales. Sera étudiée, dans le cadre de ce module, la pratique actuelle des États et les tendances concernant l'exercice de l'action pénale contre les sociétés commettant des violations graves des droits de l'homme, et des «bonnes pratiques» seront recensées compte tenu des innovations dans d'autres domaines du droit pénal. Des informations seront réunies en premier lieu dans le cadre des processus de consultation mondiale en ligne et de comparaison détaillée décrite ci-après (voir sect. II.B);

e) Module 5: la réparation du dommage en droit civil. Sera étudiée, dans le cadre de ce module, la pratique actuelle des États et les tendances concernant les dommages-intérêts de droit civil (droit privé) accordés en cas de violations graves des droits de l'homme par une société; le rôle des mécanismes judiciaires internes s'agissant de superviser et de faire exécuter les règlements et les sentences sera également étudié, et des «bonnes pratiques» seront recensées à l'intention des États compte tenu des innovations dans d'autres domaines du droit privé. Des informations seront réunies en premier lieu dans le cadre des processus de consultation mondiale en ligne et de comparaison détaillée décrite ci-après (voir sect. II.B);

f) Module 6: les pratiques et politiques des organes internes chargés des poursuites. Seront étudiées dans le cadre de ce module les raisons de l'apparente passivité des organes internes chargés des poursuites pénales lorsque des entreprises sont accusées d'être impliquées dans des violations graves des droits de l'homme. On s'efforcera de recenser les obstacles auxquels les ministères publics sont confrontés dans de tels cas et d'élaborer à l'intention des États une série de recommandations propres à les aider à s'attaquer à ces obstacles. Les informations nécessaires seront réunies et les analyses menées essentiellement dans le cadre d'entretiens avec des procureurs et d'autres spécialistes de l'application de la loi pénale, des représentants d'organes de réglementation et des universitaires.

## **B. Processus de consultation mondiale en ligne et de comparaison détaillée**

14. Le projet responsabilité et recours a été conçu de manière à assurer que les mesures recommandées atteignent bien leur objectif et puissent en pratique améliorer l'accès des victimes à la justice. Que les interventions nécessaires soient juridiques, pratiques ou technologiques, elles doivent correspondre aux besoins, structures et contextes nationaux. Les connaissances et vues des pays concernés doivent être prises en compte pour que les propositions puissent être mises en œuvre et produire les résultats désirés. La participation au processus d'experts de très nombreux pays et issus de régions géographiques, systèmes et traditions juridiques et stades de développement économique différents est donc nécessaire.

15. Pour tirer parti au maximum du temps et des ressources disponibles, des informations sont réunies aux fins de quatre des six modules du projet dans le cadre de deux processus complémentaires: la consultation mondiale en ligne, qui consiste en une enquête mondiale en ligne, et le processus de comparaison détaillée, qui consiste en des recherches ciblées et approfondies menées dans 25 pays.

16. Les informations recueillies dans le cadre de ces deux processus seront examinées et analysées par des spécialistes indépendants issus des milieux universitaires qui ont accepté

de mettre leur temps et leurs compétences au service du projet. Cette méthode vise à faire participer un large éventail de parties prenantes au processus de recherche et de collecte de l'information et à soumettre toutes les conclusions à des consultations multipartites approfondies. Les deux processus se poursuivront jusqu'en août 2015, date à laquelle le HCDH commencera l'analyse par module en collaboration avec les parties prenantes et des universitaires.

17. À la date de soumission du présent rapport, la consultation mondiale en ligne était en préparation pour pouvoir être lancée à la fin du moins d'avril 2015. Il s'agit d'une enquête mondiale en ligne en anglais, espagnol et français dans le cadre de laquelle toutes les parties prenantes ayant des connaissances pertinentes concernant un pays peuvent présenter des informations. L'enquête porte sur les critères d'évaluation de la responsabilité juridique des sociétés en droit pénal, quasi pénal et civil, les options en matière de prise en charge financière des actions en justice, les sanctions pénales et quasi pénales, les réparations de droit civil et l'engagement par les ministères publics de poursuites pénales contre les sociétés. La consultation demeure ouverte jusqu'au 1<sup>er</sup> août 2015.

18. Le HCDH encourage toutes les parties prenantes, en particulier les États, à contribuer au projet en présentant les informations dans le cadre de la consultation mondiale en ligne. Il est crucial de réunir des informations sur un grand nombre de pays pour que les recommandations relatives à chaque module du projet tiennent compte des réalités sur le terrain. Il s'agit, dans le cadre de la consultation mondiale en ligne, de faire en sorte de collecter des données auprès du plus grand nombre d'États possible, afin que les résultats et conclusions finales tiennent compte d'un large éventail de traditions et systèmes juridiques, répondent aux réalités existant effectivement dans les différents États et soient adaptés aux objectifs de tous les États. Cette consultation est également l'occasion pour toutes les parties prenantes de faire des observations sur les possibilités et difficultés et de fournir des informations sur les affaires et situations auxquelles elles ont été confrontées en la matière.

19. Le processus de comparaison détaillée est une activité de recherche dans le cadre de laquelle des recherches juridiques ciblées et approfondies sont menées par des juristes en ce qui concerne 25 pays cibles et dont les résultats seront utilisés aux fins d'une analyse comparative. Les 25 pays en question ont été choisis avec soin, sont géographiquement et régionalement divers et représentent des systèmes et traditions juridiques et niveaux de développement économique différents. Le processus comprend deux activités, à savoir une étude de la législation en vigueur dans les États cibles et la collecte de données d'expérience et d'opinions auprès d'avocats qui défendent des causes d'intérêt général ou d'avocats représentant des victimes de violations des droits de l'homme liées aux entreprises devant les tribunaux.

20. Au moment de la soumission du présent rapport, le processus de comparaison détaillée avait commencé pour la plupart des pays cibles. Une fois que les rapports présentant les résultats des deux activités auront été soumis, le HCDH étudiera les informations reçues avec des universitaires et s'emploiera à les contextualiser compte tenu de l'ensemble du système juridique et de la situation socioéconomique de chaque pays concerné.

### **C. Consultations futures et prochaines étapes**

21. À condition qu'il obtienne des ressources suffisantes, le HCDH prévoit d'organiser, à compter de septembre 2015 et pour chacun des six modules du projet, des réunions et consultations d'experts qui s'achèveront au premier trimestre de 2016. En collaboration avec le Groupe de travail sur la question des droits de l'homme et des sociétés transnationales et autres entreprises, les conclusions finales, y compris les analyses, des modules du projet



responsabilité et recours seront présentés à l'occasion du Forum sur les entreprises et les droits de l'homme qui doit se tenir à Genève du 16 au 18 novembre 2015 pour pouvoir être examinées publiquement par les diverses parties prenantes.

22. Les conclusions initiales découlant des activités menées à ce jour ainsi que les domaines dans lesquels les recherches doivent être poursuivies sont exposés à la section III ci-après.

### **III. Recherches préliminaires: principaux résultats et problèmes**

#### **A. Préparatifs concernant le module 2: les rôles et responsabilités des États intéressés**

23. Comme indiqué ci-dessus, le module 2 du projet responsabilité et recours vise à étudier la pratique et les positions des États en ce qui concerne l'exercice de la compétence extraterritoriale et les mesures internes ayant des effets extraterritoriaux. Les bonnes pratiques propres à aider les États à gérer les affaires internationales seront recensées et les options en matière de coopération internationale et bilatérale passées en revue.

24. Toutes les affaires dans lesquelles des violations des droits de l'homme liées aux entreprises sont alléguées n'ont pas un aspect international. Dans les affaires où toutes les parties impliquées se trouvent et où tous les faits pertinents se sont produits dans le même pays, la question de la compétence extraterritoriale et de la coopération internationale ne se posera peut-être pas. Les affaires dans lesquelles des entreprises sont impliquées dans les violations graves des droits de l'homme comportent toutefois fréquemment un élément international ainsi parce que souvent ceux les personnes impliquées se trouvent dans plus d'un pays ou parce que d'autres éléments de rattachement à la procédure pénale ou au différend (par exemple des faits matériels ou des décisions) sont intervenus dans différents pays.

25. Les affaires internationales créent des difficultés particulières pour les organes internes chargés de la détection des infractions, les ministères publics et les victimes. Les nombreux travaux de recherche effectués par des organisations de la société civile et d'autres ont mis en lumière les nombreuses difficultés entravant l'accès aux recours judiciaires dans ces types d'affaires. Il s'agit notamment de difficultés juridiques (par exemple concernant l'établissement de la compétence *rationae personae* et *rationae materiae*, la détermination de la loi applicable ou l'exécution) et des nombreux problèmes pratiques et logistiques que posent la collecte des informations nécessaires et l'audition des témoins.

26. Le débat actuel sur l'exercice de la compétence extraterritoriale dans les affaires de violations des droits de l'homme liées aux entreprises a lieu dans ce contexte. Un des principaux objectifs du module 2 est de déterminer comment, à partir de la pratique actuelle des États, y compris leur réglementation dans d'autres domaines, proposer des solutions pratiques aux difficultés fréquemment rencontrées dans les affaires internationales.

27. Le module 2 prend comme point de départ le Principe directeur 2, aux termes duquel les États devraient énoncer clairement qu'ils attendent de toutes les entreprises domiciliées sur leur territoire et/ou sous leur juridiction qu'elles respectent les droits de l'homme dans toutes leurs activités. Il est indiqué dans le commentaire de ce Principe que les États ont adopté diverses démarches à cet égard, par exemple l'établissement de régimes qui autorisent les poursuites judiciaires sur le fondement de la nationalité de l'auteur où que

l'infraction ait pu être commise. Ce commentaire indique également que divers facteurs peuvent contribuer au bien-fondé apparent ou effectif des mesures prises par l'État, par exemple le fait de savoir si celles-ci se fondent sur un accord multilatéral. Des organes conventionnels chargés de surveiller l'application des principaux traités relatifs aux droits de l'homme considèrent également qu'aux termes des traités en question les États parties doivent notamment prendre les mesures voulues pour que les activités des entreprises domiciliées sur leur territoire ou sous leur juridiction ne portent pas atteinte aux droits de l'homme dans d'autres pays<sup>4</sup>.

28. Un autre principe pertinent en ce qui concerne le module 2 est le Principe directeur 7, qui dispose que comme le risque de violations caractérisées des droits de l'homme est plus élevé dans les zones touchées par des conflits, les États devraient faire en sorte de garantir que les entreprises opérant dans ces contextes ne prennent pas part à ces violations, notamment en veillant à ce que leurs politiques, lois, règlements et mesures d'application soient efficaces quant à la prise en compte du risque que des entreprises soient impliquées dans des violations caractérisées des droits de l'homme. En outre, le Principe directeur 26 stipule que les États devraient examiner les moyens de réduire les obstacles juridiques, pratiques et autres qui pourraient entraver l'accès aux voies de recours. Il est indiqué dans le commentaire de ce principe que des obstacles juridiques peuvent exister, par exemple, lorsque les requérants s'exposent à un déni de justice dans un État d'accueil et ne peuvent pas accéder aux tribunaux des États d'origine quel que soit le bien-fondé de leur plainte.

29. Des recherches menées sur la pratique réglementaire des États dans d'autres domaines ont contribué à donner des indications sur l'exercice par les États de la compétence extraterritoriale et sur les mesures internes ayant en pratique des effets extraterritoriaux<sup>5</sup>. Ces dernières années, les États se sont montrés de plus en plus disposés à exercer une compétence extraterritoriale pour connaître d'activités criminelles comme le terrorisme, le blanchiment de capitaux, la corruption, les violations graves des droits de l'homme et les infractions sexuelles sur la personne d'enfants. Si l'on analyse ces différents domaines, certaines tendances apparaissent en ce qui concerne l'exercice de la compétence extraterritoriale et les mesures internes ayant des effets extraterritoriaux et réactions à celles-ci. Par exemple, les États affectés considéreront plus volontiers ces mesures comme raisonnables si la règle invoquée est autorisée par un régime conventionnel bilatéral ou multilatéral, vise un problème préoccupant l'ensemble de la communauté internationale (par opposition à des intérêts essentiellement internes), a été élaborée en consultation avec d'autres États et tient compte de leurs intérêts, et prévoit une procédure de règlement des conflits de compétence.

<sup>4</sup> Voir l'Observation générale n° 15 du Comité des droits économiques, sociaux et culturels et la Déclaration du Comité sur les obligations des États parties concernant le secteur des entreprises et les droits économiques, sociaux et culturels (E/C.12/2011/1) et l'Observation générale n° 16 du Comité des droits de l'enfant. Divers organes conventionnels ont recommandé que les États prennent les mesures voulues pour réglementer les activités extraterritoriales des entreprises domiciliées sur leur territoire ou sous leur juridiction (voir, par exemple, CERD/C/AUS/CO/15-17, par. 13; CRC/C/AZE/CO/3-4, par. 29; CRC/C/BHR/CO/2-3, par. 21; CRC/C/ITA/CO/3-4, par. 25; et CRC/C/KOR/CO/3-4, par. 27). Divers défenseurs et spécialistes des droits de l'homme ont aussi approuvé les Principes de Maastricht relatifs aux obligations extraterritoriales des États dans le domaine des droits économiques, sociaux et culturels, y compris en ce qui concerne les acteurs non étatiques. Si ces principes n'ont pas été approuvés ou adoptés par le système des Nations Unies, ils renseignent néanmoins sur les vues de nombreux spécialistes des droits de l'homme sur la question des responsabilités extraterritoriales dans le cadre des traités relatifs aux droits de l'homme.

<sup>5</sup> Jennifer Zerk, «Extraterritorial jurisdiction: lessons for the business and human rights sphere from six regulatory areas», juin 2010 ([www.hks.harvard.edu/m-rcbg/CSRI/publications/workingpaper\\_59\\_zerk.pdf](http://www.hks.harvard.edu/m-rcbg/CSRI/publications/workingpaper_59_zerk.pdf)).

30. Ces recherches ont également mis en lumière les diverses options qui peuvent être ouvertes aux États pour surmonter les problèmes pratiques couramment rencontrés dans les affaires internationales. En ce qui concerne la corruption active ou passive, par exemple, les autorités de police de différents États ont mené des enquêtes conjointes et conclu des accords propres à certaines affaires s'agissant des stratégies répressives à mettre en œuvre et du partage du montant des amendes.

31. Donnant suite aux recommandations issues de l'étude initiale commandée par le HCDH en 2013 sur l'efficacité des mécanismes judiciaires internes, le module 2 examinera dans quelle mesure les modèles de coopération internationale et les enseignements tirés du recours à la compétence extraterritoriale dans d'autres domaines peuvent être mis à profit pour lever les obstacles dans les affaires internationales de violations graves des droits de l'homme liées aux entreprises.

32. À la date de soumission du présent rapport, deux études préliminaires avaient été achevées pour le module 2. Ces études portaient sur des sujets très différents mais elles avaient un objectif commun, à savoir réunir des données empiriques susceptibles de mettre en lumière la pratique et les positions des États concernant l'exercice de la compétence extraterritoriale et les mesures internes ayant des effets extraterritoriaux.

## **B. Examen des interventions des États concernant l'exercice d'une compétence extraterritoriale par les tribunaux des États-Unis dans des affaires où la loi sur la responsabilité civile en cas de dommage causé à un étranger était invoquée**

33. La loi sur la responsabilité civile en cas de dommage causé à un étranger (Code des États-Unis, Titre 28, art. 1350) donne compétence aux tribunaux fédéraux de district des États-Unis pour connaître de toute action civile introduite par un étranger auquel un dommage a été causé par un acte commis en violation du droit des gens ou d'un traité des États-Unis. Ces dernières décennies, cette loi a été invoquée devant les tribunaux des États-Unis pour intenter des actions en réparation de violations des droits de l'homme commises à l'étranger, y compris des violations commises par des sociétés domiciliées hors des États-Unis. Si le nombre de demandeurs ayant obtenu gain de cause est faible, les victimes et leurs représentants considèrent cette loi comme importante en ce qu'elle peut permettre d'obtenir une réparation qu'ils ne peuvent pas obtenir devant les tribunaux de l'État sur le territoire duquel la violation a été commise. De par leur nature, ces affaires soulèvent la question de savoir si la compétence extraterritoriale a été exercée à bon droit. Dans un certain nombre d'affaires où la loi en question a été invoquée, des États et organes d'États sont intervenus dans le procès en adressant une lettre, une déclaration ou (le plus souvent) un mémoire d'*amicus curiae* exposant leur position quant aux limites de la compétence dans l'affaire concernée ou, le plus souvent, en général. L'objet de cette étude était d'examiner le plus grand nombre possible de ces interventions pour déterminer ce qu'elles pouvaient révéler quant aux pratiques et vues passées et actuelles des États en ce qui concerne l'exercice de la compétence universelle lorsque l'implication d'entreprises dans des violations graves des droits de l'homme était alléguée. En particulier:

- a) Quels sont les principaux arguments avancés pour et contre l'exercice de la compétence extraterritoriale dans les affaires de droits de l'homme?
- b) En quoi ces arguments sont-ils différents des arguments avancés pour et contre l'exercice de la compétence territoriale dans d'autres domaines?
- c) Dans quelle mesure existe-t-il déjà un consensus des États quant aux circonstances dans lesquelles l'exercice de la compétence extraterritoriale devrait être

interdit, toléré ou encouragé dans les affaires de droits de l'homme et les limites à observer?

d) Quelles sont, aux yeux des États, les meilleures garanties contre l'invocation «abusive» de la compétence extraterritoriale et quelle est la meilleure manière de régler les conflits de compétence?

34. L'étude a été menée en avril 2015. Selon les informations recueillies dans des bases de données juridiques, les quelque 30 interventions faites par des États sur des questions de compétence concernent au moins 10 affaires distinctes. Ces mémoires et conclusions (émanant de 12 pays différents) ont été examinés et les arguments avancés pour et contre l'exercice de la compétence extraterritoriale ainsi que les observations et préoccupations propres à l'affaire en cause ont également été notés. Il convient de souligner que ces mémoires d'*amicus curiae* et autres interventions sont antérieurs à la décision historique rendue en 2013 par la Cour suprême des États-Unis dans l'affaire *Kiobel v. Royal Dutch Petroleum*. Ceci n'ôte toutefois rien à l'importance de ces documents en tant que preuves de la pratique et des positions passées et actuelles des États en ce qui concerne l'exercice de la compétence extraterritoriale dans les affaires civiles où l'implication d'entreprises dans des violations graves des droits de l'homme est alléguée.

35. Seuls quelques États sont intervenus sur les questions de compétence dans les affaires relevant de la loi sur la responsabilité civile en cas de dommage causé à un étranger. Parmi ces États, ce sont les États-Unis qui de loin sont intervenus le plus fréquemment, suivis par les États où les sociétés défenderesses étaient domiciliées. Très très peu d'États sont intervenus dans des affaires relevant de la loi en question concernant des activités menées et des violations commises sur leur territoire. Il est donc impossible à partir de ces seules données de tirer des conclusions définitives quant à la mesure dans laquelle un consensus peut exister sur l'exercice de la compétence extraterritoriale dans les affaires de droits de l'homme. Il convient également de noter que ces mémoires couvrent plusieurs décennies, et que les vues et positions des États peuvent changer, en particulier lorsqu'ils changent de gouvernement. Les conclusions de l'étude contribuent toutefois à indiquer dans quelles situations l'exercice de la compétence extraterritoriale *rationae materiae* a été plus facilement accepté.

36. Le tableau ci-après tente, sur la base des mémoires d'*amicus curiae* et autres interventions des États examinés dans le cadre de l'étude, d'indiquer où, sur une échelle des positions possibles des États face à l'exercice de la compétence extraterritoriale *rationae materiae* dans des affaires où l'implication d'entreprises dans des violations graves des droits de l'homme est alléguée qui va de «interdit» à une extrémité à «obligatoire» à l'autre, se situent les diverses affaires. L'étude n'a mis au jour aucun élément tiré de la pratique des États donnant à penser que dans certaines affaires de violations des droits de l'homme liées aux entreprises l'exercice de la compétence extraterritoriale *rationae materiae* est obligatoire en droit international coutumier ou même encouragé par principe. Il existe toutefois diverses autres situations possibles qui trouvent leur place ailleurs sur cette échelle, entre «interdit» et «toléré».

**Positions des États sur l'exercice de la compétence extraterritoriale telles qu'indiquées par leurs interventions dans des affaires relevant de la loi sur la responsabilité civile en cas de dommage causé à un étranger**

Interdit	Toléré	Encouragé	Obligatoire
<p>Affaires E<sup>3</sup> dans lesquelles la conduite d'un gouvernement étranger n'est en cause lorsqu'il existe des recours efficaces dans l'État territorial.</p> <p>Affaires E<sup>3</sup> dans lesquelles la conduite d'un gouvernement étranger est en cause lorsqu'il n'existe pas de recours efficaces dans l'État territorial.</p>	<p>Affaires E<sup>3</sup> présentant un lien factuel avec l'État du for lorsqu'il n'y a pas de recours efficaces dans l'État territorial.</p> <p>Affaires E<sup>3</sup> dans lesquelles la conduite d'un gouvernement étranger n'est pas en cause lorsqu'il n'y a pas de recours efficaces dans l'État territorial ni dans aucun autre État ayant un lien plus étroit avec les faits.</p>	<p>Affaires mettant en cause des sociétés domiciliées dans l'État du for lorsqu'il n'y a de recours efficaces dans aucun autre État ayant un lien factuel plus étroit avec la demande.</p> <p>Affaires mettant en cause des sociétés domiciliées dans l'État du for.</p>	<p>Affaires découlant de faits assimilables à un crime international se produisant hors du territoire de l'État du for lorsqu'il n'y a de recours efficaces dans aucun autre État ayant un lien factuel plus étroit avec la demande.</p>

*Note:* Ce tableau a été établi uniquement aux fins du débat à partir des indications fournies par les interventions des États dans des affaires relevant de la loi des États-Unis sur la responsabilité civile en cas de dommage causé à un étranger qui, comme indiqué ci-dessus, n'émanent que d'un petit nombre d'États. Il ne représente pas ni ne doit être considéré comme représentant les vues du HCDH sur la licéité ou l'opportunité de l'exercice de la compétence extraterritoriale dans différentes situations, ou sur les critères devant être appliqués pour déterminer si cet exercice est ou non licite. Dans ce tableau, le symbole «E<sup>3</sup>» est utilisé pour les affaires dans lesquelles l'instance est introduite par des demandeurs étrangers contre des défendeurs étrangers en ce qui concerne des activités menées à l'étranger.

37. De plus, l'examen des mémoires d'*amicus curiae* révèle des incertitudes dans plusieurs domaines ainsi que des différences d'approches entre les États en ce qui concerne des questions clefs comme la «compétence civile universelle», l'applicabilité de la doctrine de «l'épuisement des recours juridiques», la mesure dans laquelle un lien factuel doit exister entre la demande et l'État dans lequel se déroule l'instance (c'est-à-dire l'«État du for») pour que les tribunaux de cet État puissent exercer leur compétence et, enfin, la mesure dans laquelle la nature et la gravité de la violation peuvent avoir une influence sur la manière dont sont appliquées les règles de compétence. Les questions que soulève cette étude sur ces points spécifiques, ainsi que les conclusions de l'étude en général, seront examinées de manière plus approfondie dans le cadre du dialogue interactif qui devrait se tenir en 2015 avec des représentants des États (sous réserve que le HCDH obtienne les fonds nécessaires) dans le cadre du programme de travail prévu au titre du module 2.

### C. Étude des principales dispositions de certains instruments de l'Organisation internationale du Travail et de la pratique y relative des États

38. Dans le cadre des travaux préparatoires du module 2, le HCDH a conclu qu'il était nécessaire de mieux comprendre la mesure dans laquelle les États coopéraient déjà face aux violations des droits de l'homme liées aux entreprises et les différentes formes que pouvait prendre cette coopération. À cette fin, il a mené une étude des dispositions de certains traités et protocoles de l'Organisation internationale du Travail (OIT) visant à lutter contre les violations des droits de l'homme liées aux entreprises dans deux domaines spécifiques, à savoir le travail forcé et les pires formes du travail des enfants<sup>6</sup>. Les objectifs de cette étude étaient les suivants:

a) Examiner l'approche adoptée dans certaines conventions de l'OIT en ce qui concerne les questions et problèmes internationaux, en particulier la mesure dans laquelle les États parties sont tenus d'assujettir les parties étrangères et leur comportement à une réglementation et de coopérer en matière de détection des infractions, d'enquêtes et de répression;

b) Clarifier le champ d'application géographique des dispositions conventionnelles relatives à l'accès à des recours;

c) Réunir des informations sur la pratique des États parties au titre de ces dispositions conventionnelles afin de déterminer comment ils interprètent dans la pratique leurs obligations conventionnelles en ce qui concerne la réglementation, la répression et l'accès à des recours.

39. Le HCDH a mené cette étude en février et mars 2015 sur la base de documents, avec la participation de l'OIT. L'étude a porté pour l'essentiel sur les principales conventions et recommandations de l'OIT concernant le travail forcé et les pires formes du travail des enfants. De plus, comme les travailleurs migrants et les communautés autochtones sont particulièrement exposés aux violations en cause, les traités de l'OIT relatifs à ces groupes ont également été pris en compte. Afin de mieux comprendre la pratique des États en ce qui concerne le travail forcé et les pires formes du travail des enfants, l'étude a été suivie d'une analyse des observations les plus récentes des organes chargés de surveiller l'application des traités de l'OIT en ce qui concerne un échantillon de 35 pays (qui comprenait les 25 pays cibles choisis aux fins du processus de comparaison détaillée).

40. Les résultats de l'étude préliminaire donnent à penser que, même lorsque les États parties sont vigoureusement encouragés à exercer une compétence extraterritoriale pour lutter contre les violations graves des droits de l'homme commises par leurs nationaux, ils ne le font que rarement dans la pratique et uniquement en relation avec un petit nombre d'infractions. Les mesures prises par les États parties à l'égard d'entreprises semblent presque toujours concerner des violations des droits de l'homme intervenues sur le territoire national. Aucune mesure visant spécifiquement les activités extraterritoriales d'entreprises n'a été mise au jour dans le cadre de l'étude, même si des «mesures internes ayant des effets extraterritoriaux», par exemple des campagnes d'information exécutées par l'intermédiaire de missions diplomatiques ou une surveillance étroite des activités de sociétés de recrutement, ont été recensées. De plus, l'étude a recensé des exemples nombreux et variés d'initiatives de coopération internationale et régionale: initiatives en matière de collecte et de partage de l'information aux fins de la détection des infractions, assistance technique, projets de renforcement des capacités et de sensibilisation, accords bilatéraux et régionaux sur des questions opérationnelles et initiatives visant à informer les populations de leurs droits et à indiquer aux victimes où trouver de l'aide.

<sup>6</sup> Le texte intégral de cette étude est disponible à l'adresse [www.ohchr.org/EN/Issues/Business/Pages/OHCHRstudyondomesticlawremedies.aspx](http://www.ohchr.org/EN/Issues/Business/Pages/OHCHRstudyondomesticlawremedies.aspx).

## D. Travaux préparatoires relatifs au module 3: l'élimination des obstacles financiers à l'exercice de recours judiciaires

41. Les enquêtes successives sur les obstacles à l'accès aux recours judiciaires, y compris l'étude initiale commandée par le HCDH en 2013, confirment que ce sont les obstacles financiers qui sont parmi les plus difficiles à éliminer en pratique. Les Principes directeurs le reconnaissent également: le commentaire du Principe 26 indique que des obstacles d'ordre pratique et procédural à l'accès aux recours judiciaires peuvent apparaître lorsque les coûts afférant au dépôt d'une plainte ne dissuadent pas seulement les requérants de porter plainte pour des affaires dénuées de fondement et/ou ne peuvent pas être réduits à des niveaux raisonnables par le biais d'un soutien du gouvernement, de mécanismes fondés sur le «marché» (comme l'assurance contre les litiges et les barèmes de frais de justice) ou d'autres moyens.

42. L'étude initiale commandée par le HCDH en 2013 a mis au jour de nombreuses différences entre les pays quant à la mesure dans laquelle l'État s'est efforcé de réduire les obstacles financiers aux actions en justice et à l'existence et au fonctionnement de diverses options visant à réduire les coûts et risques financiers dans la pratique. Ces différences (ainsi que d'autres facteurs recensés dans l'étude) contribuent à l'existence de problèmes structurels dans le système de recours internes en général, notamment des inégalités dans les niveaux de protection juridique, voire des distorsions dans les schémas de recours à la justice susceptibles d'avoir des incidences à long terme sur le développement du droit et l'accès à la justice. Étant donné l'importance stratégique à court, moyen et long terme de la question du coût de l'accès à la justice, l'élimination des obstacles financiers à l'exercice des recours judiciaires est devenue un des principaux thèmes des travaux futurs du HCDH et, en tant que telle, fera l'objet de travaux distincts dans le cadre du projet responsabilité et recours. Le module 3 portera sur les stratégies et pratiques propres à aider les demandeurs que les frais de justice empêcheraient, en l'absence d'assistance, d'avoir accès à la justice, et devrait aboutir à des recommandations à l'intention des États sur des «mesures minimum» et «bonnes pratiques».

43. Le HCDH a constaté qu'il fallait poursuivre les recherches non seulement sur l'efficacité des différentes options réglementaires mais également sur les «paquets» d'options qui, ensemble, ont le plus de chances d'aboutir à des résultats optimaux et sur la faisabilité des options eu égard aux différences dans les ordres et situations juridiques et niveaux de développement économique. Des informations détaillées (relatives à des questions telles que l'existence d'une aide de l'État dans les affaires de droits de l'homme liées aux entreprises, les autres sources de financement par des tierces parties, l'assistance à titre gracieux, les pactes d'honoraires conditionnels et *de quota litis*, les règles d'imputation des dépens et les autres méthodes et règles ayant des incidences sur les frais que doivent supporter les demandeurs) seront réunies auprès du plus grand nombre possible de pays dans le cadre de la consultation mondiale en ligne et, en ce qui concerne les 25 pays cibles, dans le cadre du processus de comparaison détaillée. Ainsi, les vues des parties prenantes seront sollicitées quant à l'efficacité des différentes mesures et groupes de mesures et à la manière dont ces mesures peuvent être améliorées. Il sera tenu compte des réponses pour élaborer les directives pratiques susvisées.

44. La méthodologie utilisée par le HCDH pour le module 3 du projet a tiré parti des enquêtes passées et en cours sur le coût des procédures internes, civiles et pénales. Dans le cadre des travaux préparatoires concernant ce module, le HCDH a examiné les données et résultats de recherches compilés par des chercheurs de l'Université d'Oxford en 2009 à l'issue d'une étude sur le coût et la prise en charge financière des procès civils dans plus de 30 pays<sup>7</sup>.

<sup>7</sup> Christopher Hodges, Stefan Vogenauer et Magdalena Tulibacka, (dir. publ.), *The Costs and Funding of Civil Litigation: a Comparative Perspective* (Oxford, Hart Publishing, 2010).

45. L'étude d'Oxford met en lumière diverses tendances intéressant les travaux futurs dans le cadre du projet responsabilité et recours. On constate notamment une contraction importante de l'aide juridictionnelle dans de nombreux États, l'intérêt croissant que suscitent les pactes *de quota litis* (notamment dans les pays où il existe une forte résistance culturelle à l'idée que les honoraires d'avocat soient fonction du montant des dommages-intérêts), l'évolution du marché de l'assurance assistance en justice et l'arrivée de tierces parties prenant en charge les frais de justice. D'autres conclusions de l'étude d'Oxford intéressent le projet plus généralement, y compris quant aux conséquences fortuites des réformes réglementaires ponctuelles et à la nécessité de bien comprendre les liens entre les différentes mesures d'accès à la justice qui affectent l'efficacité de celles-ci en pratique. Enfin, l'étude d'Oxford vient rappeler que la question des obstacles pécuniaires à l'exercice des recours judiciaires ne peut être totalement dissociée de celles, plus larges, de la structure et de l'efficacité des systèmes de réparations civiles. En effet, de nombreux aspects de la procédure et des principes de droit civil envisagés dans le cadre d'autres modules (voir sect. II.A) auront des incidences sur les frais de justice et les risques financiers supportés par les demandeurs.

46. Si ceci soulève beaucoup plus de questions que le projet responsabilité et recours n'en peut raisonnablement étudier, le HCDH reconnaît l'importance des mesures de renforcement de l'efficacité et de réductions des coûts dans toute stratégie générale d'élimination des obstacles pécuniaires à l'exercice des recours judiciaires. C'est pourquoi il réunira, outre des informations sur les différentes options de financement, des informations et des observations sur les mesures prises par les États pour améliorer l'efficacité et le fonctionnement des mécanismes judiciaires dans les affaires de violations des droits de l'homme liées aux entreprises, notamment sur la manière dont les systèmes de justice utilisent ou envisagent d'utiliser les progrès technologiques et autres pour rationaliser et simplifier les procédures judiciaires.

#### IV. Conclusions

47. Conscient qu'il est nécessaire que la communauté internationale accorde davantage d'attention à la question de l'accès à des recours lorsque les activités des entreprises ont un impact sur les droits de l'homme, le HCDH a lancé le projet responsabilité et recours en application de la résolution 26/22 du Conseil des droits de l'homme. Ce projet vise à rendre les systèmes de justice internes plus justes, accessibles et efficaces pour les victimes de violations des droits de l'homme liées aux entreprises, en particulier en cas de violations graves. Conformément à son mandat défini par le Conseil, le HCDH présentera à celui-ci, à sa trente-deuxième session, un rapport final exposant les résultats et conclusions du projet. Le présent rapport donne un aperçu de la portée, des objectifs et de l'état d'avancement de celui-ci.

48. Les informations nécessaires au projet responsabilité et recours seront pour l'essentiel réunies dans le cadre de deux processus: une consultation mondiale en ligne, sous la forme d'un questionnaire, et un processus de comparaison détaillée, consistant en des recherches plus approfondies sur 25 pays cibles. La consultation mondiale en ligne se déroulera jusqu'au 1<sup>er</sup> août 2015 sur le site Web du HCDH. Celui-ci encourage tous les États à remplir le questionnaire afin que les recherches portent sur l'ensemble de données le plus complet possible et que les conclusions et résultats finals tiennent compte de la situation du plus grand nombre de pays possible. Le HCDH encourage également toutes les autres parties prenantes, notamment les avocats, chercheurs, syndicalistes, organisations de la société civile, entreprises et associations professionnelles et autres, à remplir le questionnaire.



49. Un pôle d'information a été créé pour le projet sous la forme d'un portail dédié du site Web du Centre de ressources sur les entreprises et les droits de l'homme<sup>8</sup>. Ce site Web et celui du HCDH présentent à cet égard des informations essentielles qui seront mises régulièrement à jour.

50. Les résultats des travaux préparatoires menés au titre du module 2 du projet (voir par. 33-40) seront utilisés pour préparer et contextualiser les ateliers interactifs sur la réglementation et la répression internationales et les problèmes que pose l'implication d'entreprises dans des violations graves des droits de l'homme qui doivent avoir lieu au second trimestre de 2015, sous réserve que le HCDH obtienne les fonds nécessaires. Les objectifs de ces ateliers sont les suivants:

- a) Clarifier les problèmes juridiques et pratiques pouvant se poser dans un contexte international;
- b) Comprendre comment la conception actuelle des rôles et responsabilités des diverses parties prenantes détermine les réactions des États;
- c) Tirer parti de l'expérience acquise dans d'autres domaines réglementés pour déterminer comment les États peuvent coopérer pour régler les difficultés se posant dans un contexte international;
- d) Tester les participants et leur donner la possibilité de réagir aux différents modèles de coopération internationale possibles;
- e) Recenser les éléments possibles d'un ensemble de principes susceptibles d'orienter l'action en matière juridictionnelle.

51. Les travaux préparatoires relatifs au module 3 du projet (voir par. 41-46) permettront aux travaux menés dans le cadre de celui-ci de progresser de manière efficace et productive à partir des résultats d'activités de recherche antérieures. Comme indiqué ci-dessus, les conclusions de l'étude d'Oxford ont utilement contribué à la conception des éléments pertinents du processus de comparaison détaillée et de la consultation mondiale en ligne.

52. Le projet responsabilité et recours comprend six modules distincts (voir par. 13), dont chacun a été choisi compte tenu des questions que le HCDH a recensées dans le cadre de travaux de recherche antérieurs comme appelant des éclaircissements du point de vue des politiques et des principes ainsi que pour sa valeur stratégique. Chaque module est distinct et a sa propre méthodologie, mais tous les modules sont étroitement liés.

53. Les conclusions des travaux menés au titre des six modules et les recommandations et orientations qui pourront en découler feront l'objet de consultations avec les parties prenantes entre septembre 2015 et le premier trimestre de 2016. De plus, les conclusions initiales que l'on peut tirer de la mise en œuvre de ces modules et les analyses y afférentes seront présentées à l'occasion du Forum sur les entreprises et les droits de l'homme qui doit se tenir à Genève du 16 au 18 novembre 2015 dans le cadre d'une consultation ouverte à toutes les parties prenantes.

---

<sup>8</sup> Voir <http://business-humanrights.org/en/ohchr-launches-%E2%80%9CAccountability-and-remedy-project%E2%80%9D>.